

# IMMIGRATION : STRATÉGIES IRRESPONSABLES

---

*À Borgerhout, le 26 novembre, Mohammed Achrak, jeune professeur de religion islamique d'origine marocaine, succombe à l'agression mortelle commise par l'un de ses voisins, un Belge, Constant V.*

*Crime raciste ou banal fait divers meurtrier? Au moment des faits, personne à vrai dire ne le sait. Mais lorsqu'il y a mort d'homme, l'émoi est à son comble et plus rien n'est banal. On ne s'étonnera donc pas que l'événement survenu dans la cosmopolite métropole anversoise, lieu de confrontation par excellence des enjeux de l'immigration en Flandre, soit devenu la proie de spéculations téméraires. Mais qu'il soit, de part et d'autre, l'objet de stratégies irresponsables?*

## **DU CÔTÉ DES IMMIGRÉS, TOUT D'ABORD**

*Anvers, ville de près de cinq-cent-mille habitants où sont présents quelque 11 % d'étrangers répartis en plus de cent nationalités. On y est aux prises depuis de nombreuses années avec les appels obsessionnels à la haine et les manifestations provocantes du Vlaams Blok (33 % de l'électorat, premier parti de la ville), qui a fait de la population marocaine le principal bouc émissaire de son hostilité vis-à-vis de « l'occupation d'Anvers » par les étrangers. L'Arab European League (A.E.L.) de son côté, apparue ces toutes dernières années, entend intervenir dans cette situation. Ses membres veulent lutter contre les discriminations, dont celles de la police elle-même, qui*

*durent depuis trop longtemps et à l'égard desquelles on ne peut pas prétendre que les pouvoirs publics aient déployé un zèle à la hauteur de leur véritable responsabilité politique. Certes, quelques initiatives d'intégration ont débuté en 1994, mais, faute de moyens, elles ont déjà été, pour partie, abandonnées en cours de route. Certains dénoncent la désinvolture politique des pouvoirs locaux.*

*Jusqu'ici, on n'a identifié aucune pratique réellement pénalisable de l'A.E.L., ni de liaison entre elle et la « mouvance islamiste ». On sait toutefois que, pour muscler son action, cette association a trouvé un allié bien concret chez les maoïstes du Partij van de Arbeid (PvdA), pendant néerlandophone du P.T.B., qui, quant à eux, n'hésitent pas à tabler sur le mécontentement des jeunes immigrés pour susciter les misérables miracles attendus de leur délirante « stratégie anti-impérialiste ». Leur inspiration n'est pas absente chez Dyab Abou Jahjah et ses « patrouilles civiles » lancées depuis quelques semaines, caméras au poing, dans les rues d'Anvers en vue d'objectiver les agissements policiers. Irresponsable stratégie de la tension ? Assurément. Et réussie de surcroît, si l'on en juge par l'irritation visible des pouvoirs publics face à cette initiative qui vise la police, cible symbolique sensible de l'ordre démocratique. Il fallait de toute évidence intervenir pour calmer un jeu promis à l'escalade. Mais comment ? Là est toute la question.*

## DU CÔTÉ DES POLITIQUES, ENSUITE

*Neutraliser les provocateurs ? Les politiques ont cru en trouver l'opportunité juste après le meurtre de Mohammed Achrak, lorsque l'émotion était à son comble parmi les Marocains d'Anvers et que, sur affirmations policières toujours, il pouvait passer pour vraisemblable que la présence des membres de l'A.E.L. dans les rues de Borgerhout soit à l'origine de la tension émeutière qui y régnait le soir du 27 novembre.*

*Nombre de jeunes issus de l'immigration, en Belgique comme dans les autres pays d'Europe, ont conscience d'avoir eu des parents qui ont subi leur vie plus qu'ils ne l'ont dirigée. Et plus d'un observateur de leurs conduites délinquantes ou provocatrices en milieu urbain pense que bien des choses s'y passent comme s'il s'agissait pour eux de rompre avec l'attitude sociale plutôt résignée de leur groupe d'origine. Ce qui ne justifie rien, mais permet de comprendre. Pour le groupe des fils, il s'agirait d'une sorte de prise de distance, en même temps que d'un rachat de l'honneur du groupe des pères, qui ont trop souvent courbé l'échine pour faire survivre leur famille.*

*Mais on ne déchiffrerait rien du pourquoi des « patrouilles civiles » ciblées sur la police sans faire référence à l'énorme ressentiment*

*accumulé chez ces jeunes à l'égard de ceux qui, tel le bras armé d'une société d'exclusion, depuis bientôt trois décennies et partout dans l'Europe des migrations, ont rempli la mission délétère de contenir les « minorités ethniques » aux marges de la société en les humiliant impunément sur la base de leurs origines. Ces mots peuvent paraître excessifs, mais ne le sont pas quant on sait ce qu'a été le rôle des forces de l'ordre dans l'organisation des rapports entre dominants nationaux et dominés étrangers de l'Europe contemporaine.*

*Une série impressionnante de travaux sont disponibles aujourd'hui qui convergent pour établir qu'il s'en faut de beaucoup que la délinquance de ces jeunes ait justifié l'obstination policière faisant de certains quartiers peuplés majoritairement d'immigrés les cibles privilégiées d'opérations de contrôle délibérément vexatoires. Dès 1981 d'ailleurs, le fameux rapport de Lord Scarman, publié par le gouvernement britannique à la suite des émeutes de Brixton, soulignait avec force : en ce qu'elles prennent pour cibles les groupes ethniques en tant que tels, les interventions policières sont extrêmement lourdes sur le plan symbolique, en même temps que contreproductives puisque, cherchant en principe à réduire le désordre social, leur manière d'intervenir en devient en réalité une cause supplémentaire. On sait désormais que les choses n'ont guère différé en Belgique ou dans les autres pays européens. Ce qui s'est passé de manière récurrente dans ces quartiers permet de dire que, consciemment ou inconsciemment, et par police interposée, la société majoritaire y a engagé une interaction décisive avec les minoritaires, une sorte de guerre des frontières au travers de laquelle, dans leur relation aux jeunes, les forces de l'ordre ont incarné bien plus qu'elles-mêmes. Elles sont devenues aux yeux de ces jeunes la seule figure tangible de la « domination raciste ».*

*Ceux qui, parmi les responsables politiques, tant au niveau local qu'au niveau fédéral, eurent à réagir à la tension survenue à la suite du meurtre de Borgerhout et à prendre d'éventuelles dispositions à l'égard de la présence sur place des membres de l'A.E.L. n'ont pas donné la preuve d'une bien grande conscience des enjeux sociaux sous-jacents à la situation. Ils n'ont, apparemment, aucune connaissance du passé, dont ils n'ont rien appris. Ils ne paraissent pas capables de concevoir que les manières singulières d'exprimer leur relation aux services de police qu'en viennent à adopter certains segments d'une population sont en définitive symptomatiques d'un rapport aux lois et au pouvoir politique qui n'est lui-même que le fruit d'un sentiment de (non-)appartenance, d'une conviction plus ou moins intense d'être ou de ne pas être agrégé à la collectivité dans laquelle on est placé.*

*Nos ministres n'ont surtout pas été capables de trouver le ton, les mots et la manière d'agir appropriés. De quel passé exemplaire de sa police l'État belge pouvait-il se revendiquer pour conduire le Premier ministre à réclamer inconsidérément, devant le Parlement, sur le ton de la « tolérance zéro », que tous les moyens judiciaires, policiers et administratifs soient utilisés pour mettre fin aux agissements de ceux qui cherchent à créer « une zone de non-droit où les organisations criminelles peuvent agir librement », le ministre de la Justice à faire usage de son droit d'injonction positive auprès du parquet d'Anvers en vue de procéder à l'arrestation de Dyab Abou Jahjah, et le ministre de l'Intérieur à appeler sur un ton indigné à une modification de la loi pour pouvoir séquestrer les auteurs de troubles ?*

*Il fallait autre chose pour réellement contribuer au dépassement d'une situation où les responsabilités respectives sont moins évidentes qu'on veut le faire croire. À leur niveau d'intervention, nos trois ministres n'ont guère fait la preuve d'une plus grande compétence ou d'une moindre nocivité que celles de la police hier. Ils se sont ainsi mués, une fois encore, en une cause supplémentaire du problème social qu'ils étaient en charge de réduire. À moins qu'il ne soit vrai, et ce serait pire encore, qu'ils aient versé dans la stratégie électoraliste irresponsable de l'instrumentalisation de l'émoi autour d'un meurtre.*

---

**Albert Bastenier**